

## Avec Florian Irminger

**Interview de Florian IRMINGER, fondateur de l'association romande STOP SUICIDE, membre de la l'Assemblée constituante du canton de Genève, membre des Verts suisses et responsable du bureau genevois de l'ONG Human Rights House Foundation.**

**A l'âge de 16 ans, vous fondez avec quelques collégiens une association pour prévenir le suicide des jeunes en Suisse, suite au suicide de l'un de vos camarades de classe. Comment êtes-vous passé d'un deuil difficile à un engagement concret ?**

C'est évidemment une cause pour laquelle on ne s'engage pas sans volonté personnelle, sans y avoir été confronté. La manière dont mes amis ont vécu le suicide d'une de nos connaissances, d'un ami, restera pour moi toujours la raison d'un engagement personnel.

Mais ce fut aussi une réaction à la passivité de la société. Je ne peux toujours pas m'imaginer qu'on ne veuille pas faire tout ce qui est possible pour éviter qu'un jeune ne se suicide. Avec un peu de prévention, tant de vies pourraient être sauvées ou, du moins, tant de jeunes pourraient trouver l'aide dont ils ont à besoin à un moment donné de leur vie.

**L'association STOP SUICIDE a mis de nombreuses années pour être reconnue : décriée par certains politiques et professionnels de la santé, manquant de moyens financiers, sa survie tient beaucoup de l'opiniâtreté de ses fondateurs. Comment avez-vous résisté aux obstacles rencontrés ?**

Le plus dur fut lorsqu'une infirmière scolaire nous dit un jour que c'était à cause de gens comme nous que d'autres jeunes se suicidaient. C'était révoltant comme remarque et terriblement insultant pour des amis qui étaient encore en deuil d'une certaine manière.

Passer d'une association créée dans une situation de deuil à une association capable de mener des campagnes de prévention fut aussi un obstacle à surmonter. C'était l'enjeu de STOP SUICIDE : pouvoir s'illustrer par des campagnes douces et protectrices montrant qu'on peut prévenir le suicide et qu'en parler, ça fait du bien. Mais à vrai dire, à 16, 17, 18 ans, on ne se

pose pas de questions. Nous avons fait ce qui nous semblait juste, avons bossé dur, souvent sacrifié des soirées « trop cools » et des week-ends à l'étranger; des vacances, pour que STOP SUICIDE puisse se dire dans la rue, puisse avoir un écho, puisse avoir l'effet que nous voulions. Et très rapidement, nous avons reçu un soutien financier de nombreuses communes, de la Ville de Genève, notamment grâce à Manuel Tornare qui, en tant qu'ancien directeur de collège, comprit vite notre volonté.

**Le suicide est une problématique délicate, à la frontière entre vie publique et vie privée. Sa prévention est encore absente dans le programme de santé de nombreux cantons suisses. A quel moment pensez-vous que l'Etat peut – ou doit – intervenir ?**

Les jeunes qui pensent au suicide cherchent à en parler, mais ne trouvent personne pour leur dire qu'on pense à eux. Ils veulent un public pour les écouter. C'est exactement le rôle de la société, au-delà de l'Etat. Tout comme pour la protection de l'environnement, c'est aussi le comportement de tout-un-chacun qui doit changer et pour ce faire l'Etat ne suffit pas. L'Etat peut venir en soutien.

Ceci étant dit, il est particulièrement dérangeant que la Suisse résiste tant à la tentation de créer un vrai plan de prévention du suicide. On parle volontiers au Parlement et au Conseil fédéral de l'aide au suicide et de sa réglementation, mais on pense encore, comme lorsque nous créâmes STOP SUICIDE, que pour faire de la prévention il manque de base légale. C'est une vision legaliste excessive et qui s'explique surtout par le tabou qui demeure autour de la question du suicide.

**Votre parcours vous a amené à vous mobiliser de façon politique, mais aussi en faveur des droits de l'homme. Qu'est-ce que l'expérience**

**CONTACTS :** Maison des Associations  
Rue des Savoises 15  
1205 Genève  
+41 22 320 55 67  
info@stopsuicide.ch / www.stopsuicide.ch  
Stopsuicide Genève sur facebook

**associative vous a apporté dans vos compétences et combats politiques ?**

La chose publique a toujours été fascinante pour moi et le travail fait à STOP SUICIDE m'y liait, sur la question des armes à feu à domicile par exemple ou la politique publique en matière de santé. En rejoignant les Verts, une de mes démarches a été de travailler à l'intégration de la prévention du suicide dans le programme des Verts en matière de santé. En travaillant à la Constituante, il en fut de même, et je suis fier de dire qu'en matière de santé et de jeunesse, c'est de beaux articles qui sont aujourd'hui à disposition du parlement et du gouvernement pour enfin prendre le pouls des besoins spécifiques des jeunes en matière de santé.

STOP SUICIDE m'a aussi amené à voir que l'Etat ne peut pas tout. Pas au sens politique, mais au sens de l'action individuelle et personnelle. C'est aussi pour cela que je crois dans le secteur associatif, par sa force et son indépendance d'esprit.

**Aujourd'hui, l'association STOP SUICIDE est reconnue d'utilité publique et subventionnée par deux cantons romands. Les efforts que vous avez fournis ont porté leurs fruits. Quels avantages aurait un jeune à s'engager dans une association aujourd'hui ?**

C'est une formation unique de s'engager dans une association. On peut s'y donner à fond, être reconnu, et on y rencontre des personnes incroyablement plus intéressantes que dans bien d'autres milieux. C'est aussi une manière de se reconnaître personnellement et de reconnaître nos valeurs et nos qualités. Contrairement à d'autres milieux, le succès associatif n'est possible qu'avec une équipe vraiment soudée et qui travaille sur ses qualités et défauts communs.

Charlotte Frossard